

## Huitième séance : Jeudi 31 mai 2007

### Du libéralisme au néolibéralisme, gouvernement et rationalité économique

Maurizio : Cette séance n'est pas vraiment une séance de bilan de l'université ouverte, mais nous allons reprendre une série de catégories de Foucault traitées très rapidement pendant les autres séances. Nous allons surtout tenter une exégèse de ces catégories et voir si nous arrivons à travers le débat à les brancher avec l'actualité.

François : Dans cette séance, nous nous sommes donnés pour objectif de comprendre ce qu'était un gouvernement néo-libéral, et moi je vais m'attacher plus particulièrement à la notion de gouvernement. Qu'est-ce qu'un gouvernement néolibéral donc ? Au cœur de cette question, il y a une énigme d'actualité. En effet, grosso modo le « libéralisme », c'est le fait d'opposer comme limite à l'exercice du pouvoir de l'état la liberté de l'individu. Donc, en gros préservation et garantie des libertés, voilà le cœur de la doctrine libérale. Or, si on regarde un peu historiquement, mais aussi si on regarde l'actualité, on s'aperçoit que ce libéralisme est toujours accompagné par des discours et des pratiques de guerre. Entre le « choc des civilisations » de Bush, le « kärcher » de Sarkozy, ou si on remonte un peu plus loin dans l'histoire jusqu'aux grands libéraux du XIX<sup>ème</sup>, avec Guizot, Thiers, c'est la répression de la Commune, la construction d'un ministère de la police...

Pour un discours marxiste orthodoxe, il n'y a là aucune énigme. Le libéralisme n'est qu'une idéologie, un masque qui cache la réalité du pouvoir et c'est ce masque qu'il faut faire tomber pour découvrir en dessous la lutte des classes. Mais cette démarche qui consiste à ne voir dans le libéralisme qu'une idéologie, Foucault la récuse. Ce concept d'idéologie ne nous aide pas beaucoup à comprendre comment les discours fonctionnent dans la politique. Car le discours ne sert pas seulement à masquer des réalités, il en produit. Donc le discours libéral n'est pas simplement quelque chose qui masque la vérité des relations de pouvoir, c'est aussi quelque chose qui produit des relations de pouvoir. Et à ce titre, il ne faut pas voir le libéralisme comme une doctrine ou comme une idéologie, mais, pour reprendre les termes de Foucault, comme un « art de gouverner ». Le libéralisme, c'est une certaine manière de gouverner, un certain style de gouvernement. Dès lors, quand on analyse le libéralisme de cette manière, il s'agit bel et bien d'une énigme. En effet, le libéralisme serait cet « art de gouverner » qui réclame de la liberté, qui a besoin de produire de la liberté. Mais alors comment se fait-il que cet « art de gouverner » soit systématiquement accompagné de discours et de pratiques de haine, de guerre ? Voilà l'énigme.

Pour introduire mon propos, je voudrais repartir de la tonalité un peu « parano » de la fin de la dernière séance de l'université ouverte, où avait émergé l'idée que la parution de ces textes de Foucault en pleine « refondation sociale » du Medef était quand même un peu bizarre. N'y aurait-il pas un complot derrière tout ça ? Est-ce que Foucault ne serait pas un peu dangereux pour nous ? Ne serait-il pas finalement une sorte d'idéologue du libéralisme ? Dans un dialogue avec des étudiants américains édité dans les *Dits et Ecrits*, j'ai retrouvé cette phrase de Foucault : « *L'idéal ne serait pas de fabriquer des outils théoriques, mais de faire des bombes. Construire des livres-bombes, ce serait mon rêve, mais ce n'est pas facile, ça ne marche pas à tous les coups, et de temps en temps, ça rate, on fait des outils et les outils, ils peuvent être détournés...* » Derrière cette idée du « livre-bombe », il y a l'idée pour Foucault que la lutte théorique et pratique relève bien d'une guerre. Foucault assume ce discours de la guerre. Comprendre le pouvoir comme relevant d'une guerre, c'est quelque chose dont il est

parti. Mais cette position il a fini par l'abandonner pour aborder le libéralisme. Et moi ce que je vais tenter de suivre, c'est ce trajet de Foucault et donc pas seulement dans « Naissance de la bio-politique », mais à partir des textes antérieurs jusqu'à ce texte qui nous occupe cette année.

L'idée est donc de partir de cette idée de la guerre comme modèle d'analyse du pouvoir pour arriver à l'idée de gouvernement qui ne recouvre pas le modèle de la guerre. Est-ce que gouverner une population, c'est faire la guerre ? L'actualité aurait tendance à nous faire croire qu'on est face à une guerre qui cherche à nous écraser, et c'est d'ailleurs toute la séduction de discours de type « Tiqqun » qui nous disent que sous la pacification apparente il y a une guerre en cours qu'il faut démasquer, après quoi il faudrait choisir son camp. Choisir son camp, prendre les armes et arrêtez les conneries, le Nouveau Modèle, l'expertise, tout cela, ça ne sert à rien, ce n'est pas cela lutter. Ce discours-là trouve un miroir dans le discours de haine et de guerre qui accompagne le néo-libéralisme de Sarkozy. D'un côté, il y a les discours de Sarkozy ou de Bush qui nous disent qu'« il faut faire la guerre à la pauvreté » à travers toute une série de pratiques de répression et de gestion, et de l'autre le lieu commun militant de la résistance, de la guerre, de la lutte qu'on apprécie et auquel on a forcément recours. Et justement, il faudrait voir ce que ça vaut... Or précisément dans le cours intitulé *Il faut défendre la société*, Foucault s'était lancé dans une analyse, sous la forme de la généalogie, de ce discours d'analyse du pouvoir en termes de guerre. Foucault nous dit que pour comprendre le pouvoir, il y a deux grands modèles. Le premier grand modèle est celui du contrat. Le pouvoir ce serait un contrat passé avec celui qui nous dirige, et la critique d'un tel pouvoir passe dès lors par la critique de ses abus, des moments où il dépasse les termes du contrat, modèle juridique donc. Or pour Foucault, ce modèle juridique n'est pas très utile, pas très efficace. Dans ce cours de 76, il nous rappelle qu'il a toujours utilisé dans ses travaux précédents, dans son analyse de la folie, dans son analyse des prisons, un autre modèle qu'il appelle « le schéma lutte-répression ». Ce schéma, Foucault le résume en renversant la formule du général allemand Clausewitz : « La politique, c'est la guerre continuée par d'autres moyens ». Finalement, tout ce que fait l'Etat, tout ce que fait le pouvoir politique, ça n'est rien d'autre que de la guerre. Il s'agit d'écraser un adversaire par des moyens qui ne sont plus ceux de la guerre, ou de la violence armée mais des moyens un peu plus complexes, un peu plus élaborés. Ce modèle de la guerre intéresse beaucoup Foucault pour analyser les relations de pouvoir dans la mesure où il permet de sortir de toutes les impasses des théories juridiques du contrat, des théories de la souveraineté, permet de démasquer et de démystifier ce que l'Etat raconte sur lui-même. Mais dans le même temps, Foucault s'est toujours méfié de ce schéma. Car ce qu'il a découvert très tôt, à travers l'analyse de la « folie » par exemple, c'est que fondamentalement le pouvoir n'est pas répression, mais aussi production. Fondamentalement, il produit de la réalité, des normes, des comportements. Voilà la première nuance qu'il apporte à ce modèle d'analyse du pouvoir en termes de guerre. Dans la guerre, il y a l'idée qu'on arrête l'adversaire, qu'on cherche à le tuer, à le figer. Or Foucault cherche à faire évoluer un peu ce schéma en affirmant que s'il y a guerre, c'est en quelque sorte une guerre productive, une guerre productrice. Le pouvoir produit. Pour reprendre l'exemple de la folie, il n'y aurait pas d'abord une réalité fondamentale de la folie qu'ensuite le pouvoir viendrait réprimer en enfermant tout le monde dans les asiles. Il faut plutôt voir dans la folie elle-même un certain découpage de la réalité qui est produit par les relations de pouvoir. La seconde nuance qu'il va apporter, c'est une discussion, une évaluation de ce modèle de la guerre. Comment est-ce qu'on fait pour évaluer un discours politique ? Pour Foucault, il faut en faire la généalogie, c'est-à-dire retracer une histoire (mais pas au sens d'une histoire des idées) pour essayer de saisir comment un discours a émergé, c'est-à-dire à qui et à quoi il a servi, contre quoi il a servi. Et ce discours qui dit que le pouvoir c'est la guerre, Foucault

nous apprend qu'il est né en Angleterre au XVII<sup>ème</sup> siècle, puis est passé dans le discours des aristocrates français, puis a circulé du côté des historiens français du XIX<sup>ème</sup> et qu'enfin on l'a retrouvé sous d'autres formes du côté des discours racistes et eugénistes de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. Ces discours précisément, Foucault les caractérise comme des « discours de la guerre des races ». Premièrement, c'est l'idée que c'est la guerre qui donne naissance aux structures juridiques, aux états. Deuxièmement, c'est l'idée que l'Etat n'équivaut pas à une armistice ou à la fin de la guerre. L'Etat, c'est au contraire quelque chose dont la guerre est le moteur. « La paix dans le moindre de ses rouages fait sourdement la guerre. Il faut déchiffrer la guerre sous la paix. » Par exemple, dans le discours des aristocrates français au XVII<sup>ème</sup> siècle, il s'agit de dire que le pouvoir du Roi est issu de la guerre et cette analyse du pouvoir permet aux aristocrates de revendiquer des droits. Si le droit que le Roi prétend avoir n'est rien d'autre que la fin d'une guerre, alors nous-mêmes qui sommes des guerriers avons dans cette histoire-là des droits à revendiquer. Donc Foucault, très tôt dans cette analyse du discours de la guerre comme analyseur des relations de pouvoir remarque une ambiguïté de ce discours. Cette ambiguïté est stratégique, car ce discours est à la fois du côté des luttes populaires : dénoncer la guerre que fait l'Etat sous son apparence pacifiée, c'est quelque chose que pratiquent les Diggers, les Levellers qui définissent grosso modo les classes populaires anglaises au XIX<sup>ème</sup> siècle. Mais c'est aussi un discours utilisé par les aristocrates. Donc voilà un peu la généalogie de ce discours qui fait de la guerre le moteur des relations de pouvoir.

Pourquoi Foucault va-t-il donc être amené à remettre en cause ce modèle de la guerre ? A partir de la découverte de ce qu'il appelle le « biopouvoir » dont il situe l'émergence à partir du XVIII<sup>ème</sup> siècle, où de nouveaux mécanismes de pouvoir se mettent en place et vont avoir pour fonction de prendre en charge la vie. Au départ, Foucault présente cela à travers une grille relativement marxiste en disant que c'est un pouvoir qui vise à ajuster une population à un appareil de production. Ce sont par exemple les politiques de santé, l'hygiène, les vaccinations, etc., autant de mécanismes qu'on a du mal à comprendre si l'on part du modèle de la guerre. Est-ce que lorsqu'un Etat lance et planifie une campagne de vaccination il fait une guerre à sa population ? Pas vraiment. A vrai dire, dans le nouveau contexte du biopouvoir, la guerre devient un auxiliaire, un élément à l'intérieur de ce biopouvoir. Car fondamentalement, l'objet du biopouvoir, c'est-à-dire du pouvoir qui s'adresse aux populations, à la vie, c'est l'espèce humaine. Si un pouvoir prend en charge la vie humaine, la santé des populations, il n'y a pas de raisons qu'il s'arrête à un territoire donné. Fondamentalement, le biopouvoir n'a pas de territoire, virtuellement il s'adresse à toute l'espèce humaine. Dès lors, comment rendre compatible le pouvoir souverain, le pouvoir d'un roi ou d'un Etat qui s'exerce sur un territoire avec le biopouvoir, le pouvoir qui s'adresse à la vie ? Le discours et la pratique qui vont rendre possible ce découpage au sein de l'espèce humaine de certaines entités, ça va être le discours raciste et ce discours raciste étant lui-même un discours qui emprunte le discours de la guerre des races. Donc ce qui apparaissait comme dénonciation du pouvoir à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, l'Etat va le reprendre comme l'un de ses outils pour justifier un bio-pouvoir qui va sélectionner et découper dans l'espèce des entités sur lesquelles il s'exerce et qui va rendre possible l'exercice des vieux pouvoirs de souveraineté : droit de tuer, droit de faire la guerre, etc.

Ce modèle de la guerre, d'un côté Foucault y tient beaucoup contre les analyses juridiques du pouvoir, mais de l'autre, il est conduit à en voir les limites et les difficultés. C'est pourquoi l'objet des cours suivants va être de comprendre la naissance de ces mécanismes de la biopolitique. Que va précisément découvrir Foucault à travers ce qu'il appelle la « naissance de la biopolitique » ? Et bien que cette biopolitique, ce pouvoir sur la vie a été problématisé au sein d'un mode de relations de pouvoir qui s'appelle le gouvernement libéral. Foucault va donc en quelque sorte abandonner l'idée que le pouvoir c'est toujours la guerre, que la

politique n'est que la guerre continuée par d'autres moyens, pour en formuler une nouvelle selon laquelle le pouvoir, la politique ce n'est pas la guerre, mais le gouvernement. Exercer un pouvoir, c'est gouverner. Alors qu'est-ce que c'est que gouverner ? On peut le comprendre en le distinguant de « dominer ». Quand on domine, on écrase, on fige, on immobilise tandis que le gouvernement lui ne vise pas simplement à se maintenir. Quand on domine, on cherche simplement à continuer à dominer. L'idée du gouvernement, c'est l'idée de relations de pouvoir qui sont indexés à certaines fins. Cette idée de gouvernement s'est d'abord élaborée dans les pratiques religieuses, dans le gouvernement des âmes, ce que Foucault appelle le pouvoir pastoral, c'est-à-dire le pouvoir religieux des prêtres sur la communauté des croyants. Dans ce gouvernement, il ne s'agit pas de maintenir une domination, mais de conduire au salut. Qu'est-ce que c'est que gouverner alors ? Il s'agit de conduire des conduites. Gouverner, ce n'est jamais simplement dominer, mais poursuivre des objectifs en fonction d'une rationalité. Un gouvernement consiste à structurer le champ d'action de ceux qui sont gouvernés. Faire la guerre, ce serait poser des barbelés, empêcher l'autre de bouger et éventuellement le faire bouger mais pour le tuer. Gouverner, c'est tracer une route. C'est la route qui va faire qu'on va l'emprunter. C'est poser des balises qui vont faire qu'un certain comportement va être suivi, c'est structurer l'action des autres.

Les questions que pose Foucault à l'analyse du pouvoir évoluent donc à partir de là. Il ne s'agit plus de faire une histoire des systèmes de domination (le pouvoir des prêtres, le pouvoir des aristocrates, le pouvoir de la bourgeoisie...), mais une histoire des techniques de gouvernement. Où est-ce qu'on a élaboré quelle technique ? Par exemple, la technique de la surveillance, la technique du suivi individuel... Et bien, pour Foucault, ça c'est le pouvoir pastoral, c'est le pouvoir des prêtres qui a inventé le suivi individuel. Et cette technique-là, d'abord élaboré complètement en dehors du domaine de la politique, a été incorporée à partir du XVI<sup>ème</sup> siècle dans l'Etat. L'Etat s'est emparé de cette technique, de ce gouvernement et c'est cela que Foucault appelle la gouvernementalité. La souveraineté des Etats a été progressivement remplacée comme dominante par la gouvernementalité, c'est-à-dire par de nouvelles techniques de pouvoir comme le contrôle, l'aveu, l'individualisation...

Le gouvernement est donc quelque chose qui suppose la liberté de ce sur qui il agit. On ne gouverne que des sujets qui sont libres, qui ont une certaine marge de manœuvre. Foucault dit que les technologies de pouvoir ne sont pas des structures rigides qui visent à immobiliser par leur immobilité même des processus vivants. Il s'agit de jouer sur une liberté. Donc le discours qui dit que le pouvoir nous fait la guerre se plante. Le pouvoir ne nous fait pas la guerre, il structure nos conduites en fonction d'une rationalité. Il y a ici une implication intéressante, car résister à ce pouvoir ce n'est pas faire la guerre et cette résistance existe même nécessairement. C'est ce que Foucault appelle des contre-conduites. Un gouvernement, des conduites génère nécessairement une ou des contre-conduites. On va essayer de se conduire autrement, d'échapper à la conduite qui est dessinée pour nous. Voilà les deux éléments fondamentaux de l'analyse foucauldienne : le gouvernement suppose la liberté de ceux qu'il gouverne, et le gouvernement implique des contre-conduites. Le troisième point est que le gouvernement est toujours indexé à une rationalité qui l'organise, le dirige. Au XVI<sup>ème</sup> siècle, c'était la rationalité de la raison d'Etat, on gouvernait en essayant de maximiser la puissance de l'Etat. Au sein de l'espace européen, l'enjeu était d'avoir l'Etat le plus fort. Et le mode ou le style de gouvernement qui a fini ensuite par s'imposer, c'est le gouvernement libéral, la rationalité libérale appliquée à ces manières de faire qu'est le gouvernement.

Jérôme : Mon exposé va porter sur cet « art libéral de gouverner » en s'arrêtant notamment sur le passage du gouvernement libéral au gouvernement néo-libéral, enchaînement sur lequel Foucault ne cesse lui-même de revenir dans son cours. Ce passage ne se fait pas du jour au lendemain par l'institution immédiate d'un système. Non, cette évolution est faite de réajustements, de crises, de retours en arrière. Par exemple, l'art de gouverner libéral ne vient pas se substituer à la raison d'Etat, mais se chevaucher, s'additionner (redoublement, raffinement) aux autres modes de gouvernement pour devenir prédominant. Plus tard, certains néo-libéraux reviennent sur les premiers penseurs du libéralisme pour mettre en œuvre des choses qui ne l'avaient pas encore été. Foucault parle de « raffinement », c'est-à-dire du libéralisme comme raffinement de la raison d'Etat et du néo-libéralisme comme raffinement du libéralisme.

La prédominance particulièrement forte aujourd'hui du gouvernement néo-libéral, ne s'est pas faite de manière continue depuis son apparition au milieu du 18<sup>ème</sup> siècle. Il y a eu des reculs après la crise de 29, l'apparition des régimes « communistes », la politique keynésienne de l'après-guerre... L'histoire du libéralisme est faite de réajustements permanents de la part des penseurs de ce mode de gouverner.

Pour bien comprendre cette attention de Foucault aux discontinuités, il est important de revenir sur son projet ou sa « méthode ». Foucault précise lors du premier cours du 10 janvier : « (...) *J'ai essayé de saisir l'instance de la réflexion dans la pratique de gouvernement et sur la pratique de gouvernement (...)* » Il prend ainsi le contre-pied de certaines analyses classiques en laissant de côté les « universaux » du « peuple », de « l'Etat », des « sujets », du « souverain », etc. A l'inverse, il se propose donc de partir de la pratique, et plus précisément de la pratique gouvernementale « *telle qu'elle se donne, telle en même temps qu'elle se réfléchit, se rationalise pour voir, à partir de là, comment peuvent effectivement se constituer un certain nombre de choses, sur le statut desquelles il faudra s'interroger, que sont l'Etat et la société, le souverain et le sujet, etc.* »

Toujours sur la question du passage d'un mode ou d'un style de gouverner à un autre, il faut porter attention sur le fait que ces passages n'impliquent pas l'abandon de ce qui venait avant. On peut même parfois avoir des cocktails « formidables » où tous les arts de gouverner se mêlent, de l'art pastoral au néolibéralisme en passant par la raison d'Etat... « *Et c'est ceci que vous voyez dans le monde moderne, celui que nous connaissons depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle, toute une série de rationalités gouvernementales qui se chevauchent, s'appuient, se contestent, se combattent les unes les autres. Art de gouverner à la vérité, art de gouverner à la rationalité d'Etat souverain, art de gouverner à la rationalité des agents économiques, et d'une façon plus générale art de gouverner à la rationalité des gouvernés eux-mêmes...* » (Leçons du 4 avril, p.316)

Dès le premier cours, Foucault parle du passage de la raison d'Etat à un gouvernement à la rationalité économique qu'il situe à peu près au XVIII<sup>ème</sup> siècle. Mais à la fin du cours, il ajoute ceci qui me semble important de bien comprendre : « *Ce que j'ai essayé de vous enseigner l'an dernier, c'est que le réglage de l'exercice du pouvoir ne me semble pas se faire selon la sagesse mais selon le calcul. Calcul des forces, calcul des relations, calcul des richesses, calcul des facteurs de puissance, c'est-à-dire qu'on ne cherche plus à régler le*

*gouvernement à la vérité, on cherche à le régler à la rationalité.* » C'est aussi l'époque où la raison devient centrale dans la pensée, dans la philosophie (Descartes, etc.). Foucault cite un article de Rousseau (l'économie politique : c'est une sorte de réflexion générale sur l'organisation, la distribution et la limitation des pouvoirs dans une société). Ça paraît bizarre, mais en même temps qu'on pense l'Etat, le pouvoir, on pense ce qui va le limiter.

Avec la raison d'Etat (XVI<sup>ème</sup>-XVII<sup>ème</sup> siècle), c'est encore ce qui est légitime et ce qui n'est pas légitime qui va limiter l'action du souverain. Autrement dit, ce qui va limiter l'action du souverain, c'est une limitation externe sous la forme du pouvoir juridique. Il y a un pouvoir externe, celui des juristes, qui est censé limiter le pouvoir du souverain, le pouvoir de l'Etat (pour éviter par exemple la « maladie » du despotisme qui sème guerres et déséquilibres). Il s'agit donc de respecter ce qu'on appelle à l'époque les « droits naturels » (grosso modo, éviter les abus de pouvoirs, éviter que les gens s'entretuent, éviter la guerre civile).

L'époque de la raison d'Etat connaît un autre type de limitation externe à partir du moment où l'on reconnaît que chaque Etat a son intérêt et qu'on l'on a un intérêt à respecter l'intérêt des Etats voisins, contrairement au Moyen-âge où la fâcheuse tendance des gouvernants était l'impérialisme, l'absorption des autres Etats... Mais en même temps que cette limitation par la politique extérieure, on considère que dans la politique intérieure l'action de l'Etat peut être illimitée...

A partir du XVIII<sup>ème</sup> siècle, Foucault commence à nous parler de limitation interne de l'Etat, à savoir « *une limitation de fait et non pas de droit, non pas en fonction de principes de droit naturel des sujets ou de droit divin. La question n'est pas ce qui est légitime ou illégitime, mais ce qu'il convient de faire ou de ne pas faire. La question n'est plus de franchir ou pas telle ou telle limite, mais de ne « pas trop gouverner* ». Il ne s'agit donc pas de respecter des principes mais de mesurer des effets. Se pose donc la question de l'instrument intellectuel, du type de calcul nécessaire pour savoir ce qu'il convient ou pas. Et cet instrument n'est plus le droit, mais l'économie politique.

Autrement dit, l'Etat de droit et les principes ne suffisent plus. Si l'on a besoin de calculer, de rationaliser les choses, la transcendance du divin ne suffit plus. Il faut un autre modèle de rationalité pour répondre à un nouveau problème, à une nouvelle question. « *L'instrument intellectuel qui va servir à ce raffinement de la raison d'Etat, c'est l'économie politique. Ce que l'économie politique découvre, ce n'est pas des droits naturels antérieurs à l'exercice de la gouvernementalité, ce qu'elle découvre, c'est une certaine naturalité propre à la pratique même du gouvernement.* » (p.18)

Cette question de la « nature » devient centrale dans l'économie politique et dans le libéralisme. Ainsi, le plus grand mal d'un gouvernement ou d'un prince, n'est plus d'être mauvais ou méchant, mais de méconnaître, de ne pas respecter la nature économique des choses. Les experts économiques viennent alors remplacer les conseillers du prince qui venaient lui insuffler les règles de la sagesse. Finit le temps des oracles, des sages, des cassandres... On a là un nouveau régime de vérité, une vérité qui n'est pas dans la tête des économistes mais dans le marché dont le principe est le « laisser-faire ». Et Foucault de citer Colbert qui demandait au marchand Legendre « Que puis je faire pour vous ? », à quoi ce dernier lui répondait « Laissez-nous faire. ». Donc c'est cette vérité-là, cette naturalité-là qu'il y a dans l'économie du laisser-faire.

Quelle est donc cette loi naturelle du marché ? Quel est ce principe du « laisser faire »... Que faut-il entendre lorsqu'on parle du marché comme forme de vérité ? Il s'agit d'une théorie économique selon laquelle le marché doit obéir à des mécanismes naturels. Pour être juste, le marché doit fonctionner librement. Le marché est considéré comme un jeu et c'est en laissant ce jeu se faire que va se déterminer le prix naturel (cf. Boisguilbert). Les physiocrates eux parleront d'un bon prix qui va se déterminer naturellement, ça va se faire tout seul...

C'est donc à travers cette notion de jeu naturel, que va se constituer une sorte de vérité. Il y a vérité quand le jeu est respecté, il y a erreur quand ce n'est pas le cas.

Il faudrait ici développer la question du juridique et de l'économique qui sont étroitement liés. Par exemple, dans la pensée libérale la légitimité est pensée en termes d'utilité, d'intérêt. La question est de savoir en quoi le gouvernement peut se rendre utile pour faire fonctionner le jeu des intérêts individuels et collectifs. Encore une fois, c'est la notion d'intérêt qui vient ici se substituer aux grands principes transcendants et plus particulièrement au droit en général. Foucault parle d'une « république phénoménale des intérêts », cette espèce de croissance illimitée des intérêts qui devient prédominante. Foucault va jusqu'à employer le mot de « naturalisme » plutôt que celui de « libéralisme » pour désigner ce qui est en train de se mettre en place. Car ce « laisser-faire », en effet n'implique en rien de laisser les individus libres. Ce n'est pas le droit qui prime mais l'intérêt. C'est la nature du jeu économique qui gouverne les individus et l'Etat. A tel point que les physiocrates revendiquaient un despotisme économique. Mais c'était un peu trop pour les libéraux.

Arrêtons nous donc à cette question de la liberté. Foucault parle de « pratique gouvernementale libérale consommatrice de liberté ». Le problème c'est que la liberté, comme la liberté du marché ne sont pas données. La liberté, il faut la construire, la gérer.

*« (...) Le nouvel art de gouverner va donc se présenter comme gestionnaire de liberté, non pas au sens de l'impératif "sois libre", avec la contradiction immédiate que cet impératif peut porter. Ce n'est pas le "sois libre" que formule le libéralisme. Le libéralisme formule ceci, simplement : "Je vais te produire de quoi être libre. Je vais faire en sorte que tu sois libre d'être libre" (...) »* (Leçon du 24 janvier, p.65)

C'est à partir de là que l'on va donc produire tout un arsenal juridique de règles, de lois destinées à protéger l'homo oeconomicus. Ce qui est en jeu c'est le maintien de cette production/destruction de liberté à l'intérieur du cadre du jugement de la vérité économique. Dès les débuts du libéralisme, la doctrine du « laisser-faire » ne signifie pas que l'Etat n'intervient pas du tout. Il n'intervient pas directement, il ne touche pas au marché, il ne s'immisce pas dans le jeu, mais tout autour il faut bien construire-produire les conditions de possibilité du jeu. En ce sens, le libéralisme contient déjà en substance une des caractéristiques du néo-libéralisme (voir leçon du 14 février), dans la mesure où le libéralisme laissait déjà place à une intervention maximale de l'Etat pour que les règles du jeu économique soit respectées et que celui-ci puisse fonctionner librement (même si on ne peut réduire le néolibéralisme à cette caractéristique).

Un autre aspect important du libéralisme est comment il se traduit dans les politiques intérieures et extérieures. Dans cette république phénoménale des intérêts, j'ai intérêt à ce que mon voisin soit riche, mais il ne faut pas non plus qu'il me prenne tout. Au niveau extérieur, c'est donc toute une série de règles protectionnistes (les américains contre l'hégémonie anglaise) qui vont se mettre en place pour que le marché entre les Etats fonctionne et qu'il puisse encore y avoir un marché à l'intérieur des Etats eux-mêmes.

Au niveau de l'Europe, Foucault cite l'exemple de la balance Européenne, qui peut nous aider à comprendre ce qui se passe aujourd'hui. Au départ, on distribuait les cartes pour avoir un jeu économique à somme nulle, c'est à dire une concurrence entre les Etats qui s'enrichissaient plus ou moins en fonction de leur compétitivité sans jamais bouffer complètement un joueur, parce qu'après on ne peut plus jouer... Le problème étant que la capacité de s'enrichir des uns et des autres est limitée par les richesses qui circulent à l'intérieur de l'Europe. La question va devenir comment s'enrichir collectivement. C'est le moment où l'on commence à parler de progrès économique illimité, de croissance illimitée. Il s'agit alors d'étendre les règles du jeu au reste du monde afin de constituer une zone de

marché illimitée, à la différence près que le jeu est en Europe et que l'enjeu est le reste du monde...

Toujours dans la leçon du 24 janvier, Foucault montre bien comment, à l'intérieur de l'Etat, il faut construire, gérer, le marché et les libertés en tant qu'ils ne sont pas donnés. C'est le cas par exemple du marché du travail qui nous intéresse particulièrement ici et pour lequel il faut constituer une masse suffisante de travailleurs démunis politiquement afin de ne pas entraver la liberté du marché du travail. Et l'on voit toute une série de législations qui se mettent en place pour garantir cela... C'est par exemple, la mise en place de politiques d'assistance pour que personne ne sorte du jeu. Dans le libéralisme, la liberté est donc centrale, mais elle n'est pas donnée. Elle se fabrique à chaque instant, dans un cadre qui se redéfinit, s'affine de contraintes et de contrôles sur les comportements. Et là, comme ce fut le cas au début du libéralisme, on a besoin d'un nouvel instrument de rationalisation, de calcul du coût de fabrication de la liberté. Cet instrument, c'est la sécurité, avec pour objectif de protéger la propriété, les joueurs pour que le jeu lui-même puisse se mettre en place. Une nouvelle question est alors de savoir en quoi les intérêts individuels ne vont pas constituer un danger pour l'intérêt de tous (conçu comme enrichissement collectif, croissance illimitée), un danger pour la liberté des entreprises etc. Il s'agit de « protéger les intérêts individuels contre ce qui pourrait apparaître, par rapport à eux, comme empiètement venant de l'intérêt collectif. » (p.67)

*« Liberté et sécurité, c'est cela qui va animer de l'intérieur, en quelque sorte, les problèmes de ce que j'appellerai l'économie du pouvoir propre au libéralisme » (p.67)*

*« Le libéralisme s'engage dans un mécanisme où il aura à chaque instant à arbitrer la liberté et la sécurité des individus autour de cette notion de danger. Au fond, si d'un côté, le libéralisme est un art de gouverner qui manipule fondamentalement les intérêts, il ne peut pas, et c'est là le revers de la médaille, il ne peut pas manipuler les intérêts sans être en même temps gestionnaire des mécanismes de sécurité-liberté du jeu qui doivent assurer que les individus ou la collectivité soient le moins possible exposés au danger. On peut dire qu'après tout, la devise du libéralisme c'est vivre dangereusement, c'est-à-dire que les individus sont perpétuellement mis en situation de danger ou plutôt qu'ils sont conditionnés à éprouver leur situation, leur vie, leur présent, leur avenir comme étant porteurs de dangers. Et c'est cette espèce de stimulus du danger qui va être une des applications majeures du libéralisme. Toute une éducation du danger, toute une culture du danger apparaît en effet au XIX<sup>ème</sup> siècle qui est très différente de ces grands rêves ou de ces grandes menaces d'apocalypse comme la peste, la mort, la guerre dont l'imagination politique et cosmologique du Moyen-âge s'alimentait encore. Disparition des cavaliers de l'apocalypse et au contraire, apparition, émergence, invasion des dangers quotidiens, perpétuellement réactualisés, mis en circulation par donc ce qu'on pourrait appeler la culture politique du danger au XIX<sup>ème</sup> siècle et qui a toute une série d'aspects. Que ce soit par exemple la campagne du début du XIX<sup>ème</sup> siècle sur les caisses d'épargne, ou l'apparition d'une littérature policière et l'intérêt journalistique pour le crime, que ce soit toutes les campagnes concernant la maladie et l'hygiène, regardez tout ce qui se passe autour de la sexualité et de la crainte de la dégénérescence (de l'individu, de la famille, de la race, de l'espèce humaine), enfin de partout vous voyez cette situation de la crainte du danger qui est en quelque sorte la condition corrélative psychologique et culturelle intrinsèque interne du libéralisme. Pas de libéralisme sans culture du danger. » (p. 67-68)*

Nous avons donc vu qu'au début du XIX<sup>ème</sup>, la question du contrôle des comportements des individus était déjà dans l'air, mais jusqu'au début du XX<sup>ème</sup>, on a plutôt affaire à des réajustements, à du bricolage... ça se cherche, les choses s'affinent. C'est donc une série de



réajustements, de raffinements qui vont conduire au néo-libéralisme. Et ceci, pas forcément de manière linéaire, mais on peut dire qu'il y a un saut qualitatif et quantitatif dans le néo-libéralisme américain dont on voit les prémices chez les ordo-libéraux allemands avec la « Gesellschaftspolitik ». Avec les américains, il s'agit de généraliser la grille d'analyse économique, la forme économique du marché à tout le corps social d'une part, et de la généraliser dans tout le système social qui d'ordinaire, ne passe pas, ou n'est pas sanctionné par des échanges monétaires. Autrement dit, de généraliser la grille économique à tous les domaines de la vie. Ces nouveaux champs que le marché veut investir, ce sont la famille, le ménage, l'école, les hôpitaux, la justice, le travail. Rien ne doit échapper à la forme économique du marché. Pour comprendre un peu comment ça fonctionne, on a la théorie du capital humain et le concept d'homo oeconomicus.

Comment penser le travail et la famille en termes de capital humain ? Pour les Américains, le travail est resté inexploré par l'analyse libérale classique, il reste envisagé uniquement en termes quantitatifs, une variable en termes de temps dans la mécanique de production.

Voici un extrait particulièrement explicite p. 230 : « *Du point de vue du travailleur, le salaire, ce n'est pas le prix de vente de sa force de travail, c'est un revenu. Et alors là, les néolibéraux américains se réfèrent à la vieille définition, qui date tout à fait du début du XX<sup>ème</sup> siècle, d'Irving Fisher qui disait : un revenu qu'est-ce que c'est ? Comment est-ce qu'on peut définir un revenu ? Un revenu, c'est tout simplement le produit ou le rendement d'un capital. Et inversement, on appellera « capital » tout ce qui peut être d'une manière ou d'une autre source de revenus futurs. Par conséquent, à partir de là, si on admet que le salaire c'est un revenu, le salaire est donc le revenu d'un capital. Or, qu'est ce que c'est que le capital dont le salaire est le revenu ? Et bien, c'est l'ensemble de tous les facteurs physiques, psychologiques, qui rendent quelqu'un capable de gagner tel ou tel salaire, de sorte que vu du côté du travailleur, le travail ce n'est pas une marchandise réduite par abstraction à la force de travail et au temps pendant lequel on l'utilise. Décomposé du point de vue du travailleur en termes économiques, le travail comporte un capital, c'est-à-dire une aptitude, une compétence ; comme ils disent. Et d'un autre côté, c'est un revenu, c'est à dire un salaire ou plutôt un ensemble de salaires ; comme ils disent : un flux de salaires. »*

C'est donc autour de cette notion d'aptitude à générer un capital, que l'école peut devenir un lieu de formation de capital humain, que la famille, la manière dont la mère va éduquer son enfant peuvent être lues selon la grille du capital humain.

C'est à partir de là aussi que se développent toute une série de techniques dites comportementales où il s'agit alors de générer un environnement psychologique et social capable de générer cette aptitude à constituer un capital, de faire en sorte que le sujet se pense lui-même comme capital humain. Donc, la gouvernementalité agit alors sur les conduites, peut se déployer comme gouvernement des conduites. (p. 266)

C'est une avancée considérable par rapport aux ordo-libéraux qui pensaient déjà avec la « Gesellschaftspolitik » (politique de la société) que la société était l'endroit de la gouvernementalité et qu'il s'agissait de faire correspondre tous les mécanismes de la société au mécanisme économique, en multipliant la forme entreprise, mais cela impliquait des mécanismes trop lourds. Or, en agissant directement sur les comportements, on allège considérablement les dispositifs et on va beaucoup plus loin pour que l'ensemble du corps social soit en accord avec la grille économique. La généralisation de la forme économique va désormais jusqu'à s'appliquer à la subjectivité du sujet.

Alors nous en venons à la question de ces sujets qu'il s'agit de gouverner. Le sujet de l'économie politique est l'homo oeconomicus. L'homo oeconomicus est un partenaire de la gouvernementalité libérale et en même temps il définit la limite de cette gouvernementalité. C'est un glissement par rapport au sujet de droit. Pour Foucault, l'homo oeconomicus dépasse le sujet de droit en tant que sujet d'intérêt. Le sujet de droit se soustrait au souverain, il

accepte la renonciation à soi-même, il est gouverné par la loi et l'interdit. Dans l'économie politique, c'est la préservation de l'intérêt de chacun et l'intérêt à la préservation de l'intérêt de chacun qui vient limiter l'action du souverain et qui se superpose au sujet de droit. En quoi telle action du gouvernement va être positive pour activer le jeu économique ? En quoi telle ou telle règle, telle ou telle loi, va préserver l'intérêt de chacun et de tous, puisque l'intérêt de tous est que chacun puisse trouver son intérêt ? C'est donc ce jeu qui est le lieu de véridiction économique et en même temps pour que ce jeu puisse fonctionner, il y a une part d'irrationnel, d'incontrôlable, puisque c'est l'addition des intérêts individuels qui va permettre l'enrichissement individuel et collectif illimité. Plus chacun pense à son intérêt immédiat, plus le jeu économique sera actif. On retrouve ici les notions de risque, de dangerosité du jeu.

P. 279 : « *On a donc, avec le sujet d'intérêt tel que les économistes le font fonctionner, une mécanique tout à fait différente de cette dialectique du sujet de droit, puisque c'est une mécanique égoïste, c'est une mécanique immédiatement multiplicatrice sans transcendance aucune et c'est une mécanique où la volonté de chacun va s'accorder spontanément et comme involontairement à la volonté et à l'intérêt des autres.* » L'homo oeconomicus est donc considéré comme le joueur, c'est celui qu'il faut laisser faire, c'est autour de lui que se définissent les règles du jeu. Et ça, ce sont les règles du jeu libéral telles que définies déjà au 18<sup>ème</sup> siècle chez Condorcet ou Adam Smith.

En revanche, chez les néolibéraux, l'homo oeconomicus reste le partenaire privilégié de l'économie politique, mais ce n'est pas tant le « laisser-faire » qui est primordial. L'homo oeconomicus, c'est celui qui va être gouvernable par excellence, celui qui a conscience du réel, celui qui va s'identifier au jeu. Foucault cite Becker (p273) : « *Toute conduite qui va répondre de façon systématique à des modifications dans des variables du milieu, doit pouvoir relever d'une analyse économique.* » Et ce milieu dans lequel va pouvoir s'exercer la gouvernementalité à la rationalité, c'est donc la société civile, le social. C'est un gouvernement qui va gérer le social en créant un environnement le plus approprié à l'existence de l'homo oeconomicus, sujet éminemment gouvernable.

Mais avec cette notion de société civile, Foucault repart au XVIII<sup>ème</sup> siècle avec Ferguson... Je pense que si Foucault insiste sur cette question, ce n'est pas pour faire l'éloge du libéralisme mais pour indiquer que si c'est bien une gouvernementalité qui gèrera la société, c'est bien à l'intérieur, dans ses institutions qu'il y a un travail, des actions possibles pour lutter contre la généralisation de l'économie dans toutes les formes d'organisation de la société, et du capital humain dans toutes les formes de la vie (la question du bio-politique). Ce qui est en jeu, c'est donc les institutions d'une part et le rapport à soi d'autre part.

Ce qu'il faut retenir en tout cas de ce trajet, c'est que du libéralisme au néolibéralisme, qu'il s'agisse du marché ou de la liberté, on s'aperçoit que ni l'un ni l'autre ne sont donnés (même si l'on suppose comme dans le libéralisme classique une aptitude naturelle de l'homme à l'échange, au jeu économique donc). Et donc il s'agit toujours de constituer, de générer les règles du jeu jusqu'à générer le joueur lui-même (enjeu central du néolibéralisme).

Aussi cela pourrait faire l'objet d'un débat sur la question du savoir-pouvoir et de la place de la rationalité dans l'art de gouverner. Car finalement la rationalité économique a besoin d'une certaine irrationalité pour que le jeu fonctionne. Cette chose qu'Adam Smith appellera la « main invisible » de l'économie a quelque chose qui se rapproche du Divin. En quelque sorte le souverain moderne avec la main invisible entretient la même relation qu'il entretenait au Moyen-âge avec le divin, dans sa relation avec les sujets. On a bien quelque chose de supérieur au souverain et au sujet qui légitime le gouvernement. Mais cela n'empêche nullement que tous les systèmes de gouvernement s'additionnent comme avec le néo-conservatisme qui s'allie très bien avec le néolibéralisme.

Je suis allé un peu vite sur le néolibéralisme, en m'attardant sur le libéralisme classique, mais dans ces cours, Foucault ne cesse de faire des allers-retours. Aussi parce que le problème du libéralisme, c'est que le marché, comme le sujet de ce marché, le joueur, même s'il y a dans la nature de l'homme (Adam Smith, Kant) une aptitude à ce jeu de l'échange, tout ça n'est pas donné, il s'agit toujours de construire la possibilité de ce jeu jusqu'à la construction du sujet lui-même, l'homo oeconomicus.

Maurizio : Je voudrais juste introduire le débat. Nous avons construit la séance d'aujourd'hui autour des notions de « guerre » et de « gouvernement ». « Qu'est-ce que la guerre ? », « Qu'est-ce que le gouvernement ? » dans la situation actuelle. Fondamentalement, le gouvernement des conduites se pose, s'invente avec l'économie politique. C'est l'instrument essentiel qui permet le passage du pouvoir pastoral au biopouvoir. D'ailleurs « La naissance de la biopolitique » est un cours sur l'économie politique. On se trouve donc dans la situation où l'économie politique envahit toute la société et la question était pour nous de savoir ce que devenait la guerre dans cette nouvelle situation. La problématisation la plus claire de ce rapport entre « guerre » et « gouvernement », je la trouve pour ma part dans Deleuze et Guattari. Ils disent une chose très étonnante : il n'y a pas de fonction progressive du capital (Marx). Non, le capital c'est un dispositif qui crée de l'hypermodernité en même temps que ce qu'ils appellent du « néo-archaïsme ». En même temps qu'on crée de l'innovation sociale, économique, politique, on crée, on produit un « néo-archaïsme ». On peut par exemple prendre le cas des USA aujourd'hui où la new-économie (la net-économie, des dispositifs de financiarisation très innovants, etc.) s'est développée en même temps que l'arrivée au pouvoir de Bush, et donc un retour sur l'intégrisme religieux et des valeurs en principe contradictoires avec toute cette innovation dans le champ économique. On peut prendre aussi le cas de l'Italie avec Berlusconi qui gère des dispositifs très sophistiqués de production de la subjectivité à travers le marketing et la télévision... et dans le même temps il a besoin des néo-fascistes, de la Ligue du nord et de son discours raciste pour gouverner. Même chose avec Sarkozy qui traite directement avec le grand patronat français et qui a organisé sa campagne présidentielle autour de l'identité nationale et de l'immigration. Bref, ce sont deux éléments qui vont ensemble et cette conjonction implique la difficulté que nous avons à définir la politique d'un Sarkozy : libéral ? néo-conservateur ? C'est en ce sens que je trouve le couple « hypermodernité-néoarchaïsme » problématisé par Deleuze et Guattari très efficace pour interpréter les mécanismes dans lesquels nous sommes pris aujourd'hui. La production de formes de pauvreté, c'est un néo-archaïsme... La position de l'artiste, c'est aussi un néo-archaïsme : autrement dit, comment face à des dispositifs de pratiques artistiques qui essaient de dépasser la figure de l'artiste, on nous réimpose la figure de l'artiste comme tente de le faire le ministère de la culture. Foucault traite de cette question dans deux endroits. Premièrement, c'est à propos des libéraux allemands, ceux qu'il appelle « ordo-libéraux » et qui ont constitué et géré les grandes lignes de la politique allemande de l'après-guerre. Or les ordo-libéraux sont à la fois pour et contre le marché. Ils sont pour le marché parce qu'il s'agit d'un mécanisme efficace de production économique. Mais ils sont contre le marché parce qu'ils pensent que le marché détruit les relations sociales, les rapports sociaux. Il n'y a pas de société possible avec le marché. Et si l'on peut très bien imaginer, de part son efficacité, sa puissance, que le mécanisme du marché puisse envahir l'ensemble de la société, on sait dans le même temps qu'il va la détruire. Pour les ordo-libéraux, il faut donc introduire une série de valeurs morales et culturelles qu'ils appellent des « valeurs chaudes » et qu'ils opposent aux mécanismes froids de la concurrence. Il faut compenser ce que le marché va détruire. Et on le compense en introduisant comme aujourd'hui toute une série de valeurs comme la famille, l'autorité, le respect... il suffit ici de reprendre l'ensemble des mots utilisés par Sarkozy dans ses discours. Mais il faut bien voir qu'il ne s'agit pas d'un simple retour à quelque chose

d'ancien, mais que ces archaïsmes, et précisément ces « néo-archaïsmes » comme disent Deleuze et Guattari, sont produits à nouveau par rapport aux nécessités que nous vivons aujourd'hui. Il faut un cadre politique et moral, le marché ne suffit pas. Et ce cadre doit garantir une communauté non désagrégée ainsi qu'une coopération entre les hommes naturellement enracinée et socialement intégrée. Les néo-libéraux américains font sauter ce deuxième élément : pour eux il suffit de mettre le marché partout. Mais effectivement on a Bush, la guerre... Et pourquoi Bush est-il obligé de réintroduire la guerre dans un dispositif général où l'on trouve aussi la net-économie... les deux aspects n'étant pas opposables et contradictoires comme le disent toujours Deleuze et Guattari. La pauvreté, les valeurs comme l'autorité, la famille, tout cela ne représente pas un reste. Encore une fois le « néo-archaïsme » est quelque chose dont le sens est de devoir être produit à nouveau.

Il y a un autre passage très intéressant chez Foucault où il explique pourquoi on a besoin de revenir à des valeurs qui ne sont pas des valeurs du capitalisme lui-même. « *Pour cet autre sujet économique, le lien est si vous voulez non local. L'analyse du marché prouve que sur toute la surface du globe, la multiplication des profits se fera par la synthèse spontanée des égoïsmes. Il n'y a pas de localisation, il n'y pas de territorialité, il n'y pas de regroupement singulier dans l'espace total du marché.* » Le marché est donc complètement déterritorialisé. Il déterritorialisé, il détruit les relations sociales, mais il n'a pas la capacité d'avoir un lieu singulier où se re-territorialiser. Pour faire cela, il a besoin de ce fonctionnement à l'œuvre chez Sarkozy où le pouvoir fait appel au nationalisme, au racisme, à la famille, à l'autorité, à la valeur-travail, toutes ces valeurs que l'on croyait justement avoir dépassé... D'ailleurs, l'attaque contre Mai 68 a ce sens-là. Tourner la page de Mai 68, c'est mettre de côté toute une série de valeurs positives qui y avaient été produites. Et donc cette problématique avec d'un côté une invasion de l'économie de marché dans tous les aspects de la vie et de l'autre l'impossibilité de trouver une forme de localisation, une façon de mettre en commun, de mettre ensemble les gens de façon spécifique et singulière oblige d'une certaine façon à réintroduire d'un côté des néo-archaïsmes et de l'autre la guerre. Et donc on retrouve fondamentalement cette question de la guerre et du gouvernement qui est compliquée à résoudre. On a vu par exemple que Foucault abandonnait progressivement ce concept de guerre pour interroger principalement la notion de gouvernement à partir du moment où il s'intéresse prioritairement à l'économie politique. Mais nous avons assisté après Foucault à la réinjection de cette réalité de la guerre à partir de la première guerre du golfe. Les questionnements autour de la guerre interne et de la guerre externe ont alors ressurgi. En effet, il ne s'agissait pas simplement d'une guerre au Moyen-Orient ou contre l'Irak, mais une forme de police interne à l'échelle globale. Guerre, gouvernement, économie, voilà les questions qui sont à mon avis importantes à aborder pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui.

## **Discussion**

Jeff : Sur la pratique gouvernementale, je vais partir d'une pratique concrète parce que c'est à ce niveau que j'arrive à comprendre les choses. Moi je suis animateur et depuis plusieurs années, j'expérimente la direction de séjours pour des ados. Or on s'aperçoit que l'art gouvernemental dont parle Foucault peut se pratiquer aussi à ce genre de niveaux. On peut le retrouver à l'œuvre aussi bien à l'échelle d'une nation que d'un groupe d'ados de 60 personnes... En tout cas, il y a un certain nombre de notions qui viennent d'être évoquées que je retrouve dans ces petits contrats de travail que je pratique depuis plusieurs années : les « règles du jeu », « l'autonomisation »... Les « règles du jeu », avec un groupe qui est déplacé de son cadre habituel (le quartier par exemple) vers un environnement où il n'y a plus ni repères ni limites, c'est comment lui faire prendre conscience de nouvelles limites qui peuvent

s'inscrire à cet endroit-là. C'est le travail de l'équipe encadrante qui va essayer de leur faire comprendre l'environnement dans lequel ils se trouvent et les nouvelles règles qui vont devoir être mises en place pour qu'ils puissent naviguer de leur propre chef, c'est-à-dire essayer de parvenir à une forme d'autonomisation, différente de celle qu'ils peuvent avoir dans leur quotidien. On pourrait aussi parler du « laisser-faire »... Quand on travaille avec un groupe, il y a pour les animateurs cette possibilité de prendre du retrait par rapport au pouvoir qu'on a sur une classe d'âge, d'arriver avec des règles du jeu, mais de ne pas les imposer, de savoir à quel moment il faut créer cette limite pour ne pas entrer dans leur espace de liberté, leur laisser la possibilité de pouvoir entrer à nouveau dans leur propre cercle, avec la possibilité néanmoins d'y réalimenter un certain nombre de notions capables de susciter à nouveau des formes d'autonomisation... Et il y a aussi la « main invisible » qu'on peut voir dans la capacité des animateurs à être là sans y être et qui est primordiale pour ne pas gêner cette autonomisation...

Laurent : Je voudrais revenir sur le passage du modèle de la guerre au gouvernement... C'est bizarre mais cela m'a donné malgré tout l'impression d'une forme d'historicisme ou de progressisme dans le passage à la formule du gouvernement. Alors que par ailleurs les analyses foucauldienne du passage de la discipline vers le contrôle sont tendancielles, c'est-à-dire qu'elles n'empêchent pas le réinvestissement de tout un tas de formes de disciplines, c'est-à-dire d'enfermement dans des murs, de contrôles des corps... Bref, le contrôle ne fait pas mourir la discipline et d'ailleurs si l'on se réfère à la fin des trois interventions de ce soir, on s'aperçoit bien que le gouvernement ne fait pas du tout mourir la guerre comme principe de fonctionnement interne. Donc du coup je ne suis pas du tout sûr qu'on puisse réduire la séduction opérée par des textes disons « combattantistes » qui rappellent que sous le masque du consensus démocratique il y a la lutte, la guerre, une guerre qui vise à détruire l'ennemi au moins tel qu'il existe subjectivement... une guerre où il ne s'agit pas de détruire le travail vivant comme capital variable, mais comme perspective politique, comme capacité de transformation, ou subjectivité antagoniste... La chose est d'autant plus difficile qu'il y a beaucoup de variations dans les textes de Foucault. On l'a vu par exemple pour la notion de biopolitique qui se résume souvent à celle d'économie politique... Donc ma question concerne plutôt cette façon dont les formules, les idées, les notions avancées par Foucault se chevauchent plutôt qu'elles ne se succèdent...

François : Il y a un côté un peu ambigu chez Foucault et particulièrement peut-être dans *Naissance de la biopolitique*. Car il y a un moment où il va entrer complètement dans cette idée de « gouvernement libéral » et y croire. Et il va écrire des choses de ce type : « *Le mode de relation propre au pouvoir ne serait donc pas à chercher du côté de la violence et de la lutte, ni du côté du contrat, mais du côté du gouvernement, ce qui n'est ni guerrier ni juridique.* » Grosso modo, la question qu'il posait à la fin de *Il faut défendre la société*, celle du racisme, de la haine, de la guerre aux pauvres, toutes ces questions, c'est comme s'il les avait progressivement oubliées. La guerre a disparu et on pourrait analyser le gouvernement néo-libéral sans faire référence à la guerre. Et puis il y a ces petits indices que Maurizio a récupérés qui nous disent qu'en fait le gouvernement néo-libéral ne peut pas intervenir sans assumer ce type de formes. Donc il va repasser par la guerre... Il ne s'agit donc pas d'un progrès historique dans lequel on passerait de la guerre au gouvernement, il s'agit plutôt d'un système de dominantes... Il dit ainsi à un moment que le gouvernement ne va pas effacer la discipline ou la souveraineté, mais qu'on passe d'une époque où la souveraineté domine les arts de gouverner et la discipline à un ensemble où la dominante va être gouvernementale. Ce qui ne veut pas dire qu'on ne fait plus la guerre, mais que la guerre est ordonnée à autre chose

qu'à la guerre, précisément à une rationalité libérale, une rationalité du jeu économique. Mais bon, il n'empêche que ce n'est jamais très clair chez Foucault...

Laurent : Il y a par exemple cette thèse célèbre de Clastres utilisée par Deleuze et Guattari et qui explique que la guerre sert à conjurer le risque de l'apparition d'un Etat, c'est-à-dire d'un principe unitaire dans une population qui deviendrait suffisamment vaste, unie et qui ferait justement émerger une forme de souveraineté étatique... Mais banalement, on a quand même aussi souvent dit que la guerre était un mécanisme de conservation des Etats...

François : Foucault se contente lui d'oublier en quelque sorte la question... Il y a quand même une certaine fascination chez Foucault pour le modèle libéral, à tel point qu'il laisse de côté progressivement le modèle de la guerre qui avait pourtant fait l'objet du cours précédent (*Il faut défendre la société*) et qui s'était achevé sur l'énigme du racisme dans la biopolitique, d'un pouvoir qui se met à gérer la santé des gens et qui parallèlement pratique des génocides. Les deux choses naissent ensemble et s'articulent l'une sur l'autre. Mais si on reste dans Foucault on ne trouve pas la clef de cette énigme. Il faut aller voir ailleurs et oui éventuellement du côté de chez Deleuze et Guattari.

Maurizio : Mais pour rester dans Foucault, il faut dire aussi qu'on y trouve l'analyse de mécanismes qui jusque là n'avaient pas été beaucoup pris en compte : l'idée de « sécurité », l'idée de « danger »... Et puis il ne faut pas oublier qu'il n'a pas voulu publier ces cours et donc on peut penser qu'il ne les jugeait pas aboutis. On peut donc trouver pleins de choses dedans, mais en sachant qu'on ne peut pas non plus exagérer la portée de ces cours parce que ce sont des exercices où il change effectivement souvent de point de vue. Mais il demeure qu'on a effectivement l'impression qu'il est fasciné par le néo-libéralisme. Et en même temps, il se pose là de vrais problèmes que le marxisme et les mouvements n'ont pas encore résolus. En réalité, c'est ce que nous n'avons pas analysé du libéralisme keynésien qui a fondé l'Etat-providence, qui a mis en place toute une série de protections sociales. C'est un trou dans cette histoire. D'autant que la politique des néo-libéraux consiste essentiellement à détruire les acquis du libéralisme keynésien, détruire l'Etat-providence, détruire toutes les formes de protection sociale. Ça, c'est une faille importante. Ce qu'on peut peut-être avancer, c'est que le libéralisme keynésien est la seule forme progressiste de libéralisme qu'on n'ait jamais connue. Jusque-là toutes les formes de libéralisme, et encore plus aujourd'hui avec le néolibéralisme, ne contenaient aucune forme de progressisme. Et pourquoi le libéralisme keynésien était-il une forme progressiste ? C'est parce que la reterritorialisation du libéralisme keynésien s'est fondé sur le socialisme. Il a pris des éléments du socialisme et des luttes du mouvement ouvrier. Et là aussi, il y a toujours ce rapport entre guerre et libéralisme sur lequel Foucault dit des choses très intéressantes : à savoir que la constitution de l'Etat-providence est fondée sur la solidarité de guerre. Foucault voit ce lien entre le Welfare et la guerre, beaucoup plus d'ailleurs qu'avec les luttes du mouvement ouvrier. L'année prochaine, on pourrait en effet prendre à bras-le-corps cette question de la guerre, et notamment à travers le concept de « machines de guerre » développé par Deleuze-Guattari, c'est-à-dire des dispositifs qui s'approprient de la guerre sans arriver à cette logique de guerre intrinsèquement liée au néo-libéralisme. Or sur ce point, on ne peut plus s'appuyer sur Foucault.

Yves : On a l'impression que Foucault ne prête pas beaucoup attention au fait que le XX<sup>ème</sup> siècle ait connu deux guerres qui ont pris un aspect presque unique dans l'histoire de l'humanité par leur violence, par le fait qu'elles impliquaient des massacres massifs de civils, des corps d'armées qui mobilisaient des populations entières... Et j'ai effectivement l'impression que dans le travail de Deleuze et Guattari, ces deux guerres mondiales sont

toujours beaucoup plus présentes dans leurs références, dans leurs pensées, dans leurs analyses... Ma question serait de savoir comment, dans le schéma historique (et peut-être un peu trop historiciste en effet) que vous avez articulé, Foucault prend-il en compte l'importance de la première guerre mondiale dans les nouvelles techniques de gestion de la main-d'oeuvre ? On y invente par exemple un nouveau travail des femmes... le taylorisme arrive en France au moment de 14-18... La remise au travail des mutilés et des réformés implique des millions de personnes... Et donc comment peut-on analyser les mutations, les raffinements du libéralisme, puis du néo-libéralisme sans prendre acte de ce qui s'est passé, sans pour autant entrer dans les vieux débats de la guerre comme parenthèse ou au contraire comme stade suprême du capitalisme... Mais justement sans entrer dans ces débats, on voit tout simplement que la guerre est restée encore pleinement centrale dans la période libérale moderne comme dans la période néo-libérale moderne...

La deuxième chose, c'est qu'il y aujourd'hui un lieu où s'articulent profondément les questions de la gouvernementalité, de la gestion biopolitique des populations et de l'art de la guerre, c'est ce qu'on appelle le territoire de l'humanitaire. Et je pense qu'on analyserait peut-être mieux ce qui se passe à l'intérieur de notre société si l'on comprenait un peu mieux ces politiques humanitaires exportées à l'extérieur. Car celui-ci a toutes les capacités de la machine de guerre impérialiste et recoupe en même temps toute une série de gestions de corridors, de couloirs, de bassins de population, de contrôle des naissances, de gestion des blessés, des accouchements, des viols... Bref une gestion biopolitique des choses mais qui se déploie en même temps comme un art de la guerre. Et d'ailleurs, depuis 30 ans on a assisté au développement d'un complexe militaro-humanitaire, de sorte qu'il n'y a aucune surprise à voir Kouchner devenir ministre des affaires étrangères. Or je crois que ce qui se passe à l'extérieur pourrait nous renseigner sur l'intérieur, en nous faisant voir notamment comment ces différentes fonctions autrefois séparées se sont mixées en mutant...

Romain : Moi je voudrais revenir sur l'idée que la guerre vient à un moment servir la rationalité économique... Mais alors je ne comprends plus très bien ce que devient l'objet de cette rationalité économique, car celle-ci ne peut pas valoir en tant que telle, elle sert forcément un intérêt...

François : Quand on dit que le libéralisme est producteur et gestionnaire de liberté, fondamentalement, la liberté qu'il gère ou qu'il défend, c'est la liberté du propriétaire. Et c'est pour cela qu'on peut et qu'on doit faire la guerre. Il y a donc effectivement un intérêt et une rationalité que cette guerre va servir...

Romain : Mais alors la rationalité devient une guerre du propriétaire contre le non-propriétaire...

François : C'est l'ensemble des outils que se donne le propriétaire... Mais ce point, Foucault passe à côté dans *Naissance de la biopolitique*... Il n'y a presque rien sur la question de la propriété...

Laurent : Mais sur le travail non plus...

Maurizio : Sur le travail à mon avis il dit quelque chose d'intéressant par rapport à Marx et aux libéraux. Mais pour revenir sur la question de la propriété, on voit par exemple que le modèle Sarkozy, c'est de transformer tout le monde en propriétaires... C'est une idée récurrente qu'on retrouve même chez les néo-libéraux allemands qui disaient que le problème est celui de restreindre au maximum la propriété sociale ou collective directement liée à la

montée de l'Etat-Providence. C'est ça le problème des néo-libéraux : il faut que le droit collectif soit restreint au maximum, le seul accès à la propriété doit être la propriété privée. Chez les libéraux, la liberté est toujours celle du propriétaire, le droit à être propriétaire. Ce qu'il faudrait analyser (ce que ne fait pas Foucault dans son cours), ce sont les effets d'individualisation de cette conception du droit et de la liberté comme fondamentalement individuels.

Sur la question de la guerre, en réalité Foucault en parle beaucoup, notamment de la première guerre mondiale. Dans *Il faut défendre la société*, pour expliquer le passage au nazisme, il prend en considération la première guerre mondiale, mais seulement du point de vue du bio-pouvoir. Ce qu'il omet complètement, c'est que les deux guerres mondiales en Europe ont été fondamentalement deux guerres civiles où étaient en jeu le socialisme et le communisme. Il y a une phrase de Braudel qui dit qu'en 1914 le monde était prêt pour entrer dans l'ère socialiste. Et le socialisme était à l'époque un modèle qui pouvait remplacer les formes capitalistes et libérales. Mais là il y a eu le déclenchement de la Première guerre mondiale. Mais Foucault ne se penche jamais sur cette dimension de guerre civile, ce que font aujourd'hui les historiens. C'est-à-dire de reconsidérer la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle comme un problème de guerre civile, et par la suite le Welfare comme mode d'intégration de ce conflit. Foucault en parle en évoquant la contradiction entre le pouvoir souverain qui a le droit de décider de la vie ou de la mort des gens et le bio-pouvoir qui garantit à tout le monde la vie. Or pour Foucault, c'est le racisme qui vient résoudre cette contradiction, car il donne la possibilité au pouvoir souverain de nommer l'ennemi. Et aujourd'hui, ça marche encore. On voit comment Sarkozy a gagné en partie sa campagne électorale en reprenant ces discours sur le racisme. Nous avons encore un pouvoir souverain qui peut décider de qui est au dehors et de qui est au dedans de la société. Et le couple immigration/identité nationale est d'une certaine façon très « foucauldien ». La problématique du racisme est présente depuis la fin du XIX<sup>ème</sup> parce qu'elle vient se loger dans la contradiction entre économie et politique. La politique se constitue autour des droits : il y a des droits naturels qu'on transfère au souverain qui garantit au nom même de cette renonciation la paix et évite la guerre de tous contre tous. Le principe économique, par contre, n'est pas constitué autour des droits mais des intérêts. Or ces deux principes sont contradictoires et selon Foucault il faut un troisième élément. C'est la société, c'est l'Etat-nation, c'est cette forme de société qu'il faut présupposer. On retrouve le même problème avec le bio-pouvoir, l'état souverain et le racisme, qu'avec l'économie, la politique et l'Etat. Et d'une certaine façon Foucault pointe ici un problème, quelque chose qui ne marche pas, qui ne colle pas. D'où la réintroduction de la guerre. Ce qui est parfaitement logique avec l'impossibilité selon lui d'établir une succession linéaire guerre-gouvernement, il faut considérer le dispositif dans son ensemble. Mais c'est vrai en même temps que la guerre n'a plus le même poids qu'elle avait il y a un siècle. Elle a changé de nature et ressemble beaucoup plus aujourd'hui à une forme de police.

Jérôme : Dans l'analyse que Foucault fait de la généralisation de la grille économique, il y a tout un long développement sur la justice. C'est-à-dire que là aussi on va commencer à penser les choses en termes de coûts et non plus en termes moraux. Et si le schème de la guerre n'est pas valable pour analyser la situation présente, je me demande s'il n'y a pas quelque chose à creuser dans cette direction...

Baptiste : Opposer la guerre comme mise en place de barbelés au gouvernement comme le fait de tracer une route pour dire qu'on passerait plutôt à une généralisation du deuxième modèle, même si les deux continuent de se mêler, c'est une chose... En revanche quand on parle de la guerre en tant que telle, au sens le plus immédiat du terme, et finalement sous la forme de la guerre menée à l'étranger (en Irak par exemple)... et bien il me semble qu'on est là face à



quelque chose de très différent... Ce que je veux dire c'est que les notions de guerre, il y en a pleins et il me semble qu'on confond deux choses si l'on oppose guerre à gouvernementalité... En tout cas, cette guerre-là me semble n'avoir aucun rapport avec une guerre comme celle qui a été menée en Irak par exemple. La seconde guerre mondiale aussi c'est autre chose. Parce qu'il y a une autre explication que celle qui voit dans la guerre version bushiste comme une façon de colmater la brèche entre politique et économie, c'est celle plus simpliste qui voit aussi là-dedans une guerre de conquête, c'est-à-dire non pas une guerre contre une population dont l'Etat a la charge, mais une guerre dont l'une des fonctions est sans doute aussi d'étendre le néo-libéralisme... C'est sans doute une lecture simpliste qui consiste à dire que les américains cherchent à faire la guerre pour installer la démocratie et le capitalisme, mais en même temps ce qui est sûr c'est que la guerre n'est pas propre au néo-libéralisme. On a tendance à oublier cette chose énorme qu'a été la guerre froide, ou encore la menace nucléaire... Ces guerres-là qui étaient des guerres de conquête ont tendance à être oubliées aujourd'hui. Ce ne sont pas que des guerres « libérales », elles étaient aussi des guerres de l'autre bloc dit « communiste ». Et même l'opposition guerre/contrat, je ne la comprends pas, car il y a des guerres qui se terminent par des formes de contrat. Les guerres, ce sont aussi des armistices qui instaurent de nouvelles partitions du monde.

François : Quand tu dis qu'il ne s'agit pas de la même guerre, précisément tout le travail qu'avait fait Foucault au sujet de la guerre des races, c'est justement l'idée que la guerre que l'on fait dans la société, contre les ennemis de la société, celle qu'un roi va mener contre les pauvres, c'est la même guerre que celle qu'avait menée son ancêtre pour conquérir le pays. C'est la même guerre, mais continuée par d'autres moyens. Et le droit lui-même n'est qu'une nouvelle forme de la guerre. Ce que nous dit Foucault, c'est qu'il y a deux manières de l'analyser : soit on l'analyse comme un contrat et dans ce cas-là on ne comprend rien, soit on l'analyse comme un effet de la guerre, auquel cas on comprend. A ce moment-là, il y a un continuum de la guerre de différentes formes, avec les grandes guerres inter-étatiques, mais aussi la guerre interne qu'il faut mener contre tout ce qui menace la société, les pauvres, les mendiants, etc.. Et effectivement, il y a donc une homogénéité de ce concept de guerre. Et il y a bien dans « *Il faut défendre la société* », l'idée qu'il s'agit de la même guerre. Et c'est cela qui dans son analyse à un moment ne tient plus.

Maurizio : Mais à mon avis, il a raison de finalement coupler la guerre au concept de sécurité. Et sur ce point, Foucault nous donne beaucoup d'éléments sur la sécurité, sur le danger... Et là si l'on se souvient du passage cité par Jérôme, il y a une sorte de nouveau continuum du danger faits de tous les dangers internes et externes qui menacent la société. Et là effectivement, il y a une continuité du rapport entre guerre et sécurité... Et ça c'est un point qu'il nous faut développer aujourd'hui. Mais à mon avis, il faut aussi s'intéresser à la question des valeurs qui apparaît très nettement avec Sarkozy. Pourquoi le néo-libéralisme a besoin de récupérer des valeurs néo-archaïques ? C'est très important cette histoire de reconstituer la valeur-travail, de reconstituer le concept d'effort, de reconstituer le concept de famille, de reconstituer le concept d'artiste, toutes ces choses-là devant être au centre de la politique. Et c'est comme ça qu'il a gagné les élections, en réimposant ces valeurs. Et je crois que nous n'avons pas trouvé le moyen de nous opposer à cela... car ça marche partout et que ce soit en Italie, en Angleterre, aux Etats-Unis, le passage fondamental est ce passage du néo-libéralisme au néo-conservatisme. Ce sont les néos-conservateurs qui viennent après les néo-libéraux. Et ce passage, c'est à nous de l'analyser.

? : Moi quand je regarde le passage au néo-libéralisme, je pense plutôt à la chute de l'Empire et à la naissance de la féodalité qu'au dernier siècle qui nous précède. Parce que tous ces

concepts de sécurité, de danger, etc. tout cela c'est dans Michelet quand il décrit les seigneurs et les serfs... c'est un modèle tout aussi valable que celui de la destruction de l'Etat social. Je crois par ailleurs qu'il ne faut pas confondre la guerre et les croisades. Je pense qu'on fait fausse route à mettre sur un même pied la guerre de l'Irak et le néo-libéralisme.

En avril 68, il n'y a personne qui pouvait dire que Mai 68 viendrait. Et avant le déclenchement de la Guerre de 14, personne non plus pour deviner l'ampleur qu'elle allait prendre. La place de l'imprévu est là et on ne peut rationaliser et égaliser les choses en disant « il y a la guerre, il y a la guerre, il y a la guerre »... Les dernières guerres au Moyen-Orient ont plus à voir avec une guerre de conquête ou de croisade qu'avec les raisons pour lesquelles a éclaté la guerre de 14.

Dans *La sorcière*, Michelet analyse la féodalité comme destructrice des droits, un peu comme quand aujourd'hui on analyse le néo-libéralisme comme destruction progressive des garanties de l'Etat social. Ce que je veux dire, c'est que le discours global sur l'économie mondialisée ne marche pas pour comprendre ce qui se passe entre termes de droits, de valeurs, où les lignes d'analyse et d'interprétation sont plutôt à chercher du côté des périodes où les gens vivaient localement.

Jérôme : Foucault conclue un peu mystérieusement son cours sur la notion de « société civile » sans trop développer. Il dit à un moment que cette société civile est elle aussi génératrice de pouvoirs, de formes d'institutions et donc que de temps en temps, ça peut lui arriver d'échapper un peu... Et il dit bien que ce qui est nuisible au néo-libéralisme, à l'extension universelle de cette grille économique de l'intérêt illimité ou de cette concurrence qu'il faut en permanence régénérer entre les individus, c'est que tout d'un coup quelque chose qui serait de l'ordre du commun, d'un intérêt collectif puisse apparaître. Peut-être cela fait partie des choses dont on pourrait parler l'année prochaine. Car Foucault, après avoir travaillé la question du pouvoir et du gouvernement, est allé s'intéresser aux pratiques de soi, à des formes de communauté... Il y aurait aussi sans doute des choses à creuser autour de la question du savoir et du pouvoir, car ce sont des questions que nous avons rencontrées dans ce que nous avons essayé de bricoler à la Coordination en essayant par exemple de développer notre propre expertise, en essayant aussi d'agir sur la question du savoir par rapport à celui qu'on tentait de nous imposer (il y a un déficit, etc.). C'est à mon avis un chantier intéressant dans ses applications possibles en termes de lutte.

Baptiste : La conjonction entre la guerre et le retour de valeurs archaïques ne me paraît pas probant non plus. On a bien vu qu'une guerre comme celle de l'Irak n'a pas forcément besoin d'avoir recours à un discours de type raciste. Cela fonctionne quasiment sans propagande. Il y a un texte d'Anders là-dessus, *La Haine de l'antiquité*, où il cherche à démontrer que les technologies de guerre à distance ont modifié radicalement le comportement des troupes sur le champ de bataille, de même qu'on ne peut plus vraiment parler de champ de bataille... et tout cela fait que la guerre n'a plus besoin de s'alimenter à des affects de haine... Bon, c'est tout à fait discutable, car il y a encore de vrais champs de bataille, il y a encore du corps à corps et des formes de haine, mais il semble qu'il ne s'agit plus du moteur spécifique de cette guerre-là...

François : Pour défoncer les murs des maisons en Palestine, il faut quand même de sacrés affects de haine. Et puis, si tout le discours sur le choc des civilisations n'avait pas circulé, il n'est pas sûr que la guerre d'Irak serait passée comme elle est passée aux USA. Ce discours a en partie rendu possible cette guerre, de même qu'il rend encore possible des velléités de guerre en Iran. Je n'ai pas lu le bouquin d'Anders mais je crois que ces affects de haine sont encore nécessaires, même si la transformation des techniques de guerre peut leur donner un

autre sens. Et puis il y a un autre aspect qui est le poids des opinions publiques dans le déclenchement ou dans le fait de tolérer ces guerres et qui donnent tout de même une place aux affects de haine, même si ce n'est pas directement sur le champ de bataille.

Baptiste : Mais cette haine qui existe toujours bien sûr n'est plus le moteur essentiel de ces guerres.

Maurizzio : C'est une forme un peu nouvelle de racisme. Cette idée de Foucault qu'entre le pouvoir souverain et le bio-pouvoir, il faut des techniques de gouvernement qui soient racistes. Ce n'est plus un racisme biologique, mais c'est un racisme d'Islam. L'Islam est le nouvel ennemi de l'Occident. Et il est clair que les néo-conservateurs ont joué sur cette chose-là. Et sur ce point il me semble que Foucault a mis le doigt sur quelque chose de très spécifique.

Laurent : On pourrait tordre le truc un peu autrement. Car c'est vrai que j'ai même vu des reportages sur des légionnaires recrutés par des boîtes privées pour aller faire la guerre en Irak, où certains expliquaient qu'ils participaient à ça comme à un jeu vidéo. Plus qu'une histoire d'affects haineux, il y a une mise à distance des choses qui est un peu la règle, en même temps qu'il y a celle de la réalisation de soi dans des prouesses, des trucs ludiques, et ça fonctionne... Mais c'est vrai que ça fonctionne sur ce truc de « on va défendre notre culture » qui est celle justement des jeux vidéos face à des gens qui ne veulent pas d'images, qui ont un chef moins bien que le nôtre, etc... Mais avec ces histoires de guerre, on retombe presque sur un lieu commun : c'est vrai que le capitalisme détruit toutes les formes de communauté et qu'il faut fabriquer de l'appartenance à tout va et pas seulement dans le fait d'utiliser la même Playstation ou de regarder la Star Academy... Tout cela reterritorialise effectivement très fort et là il y a effectivement des formes d'attachement qu'on arrive à réactiver... Et j'ai l'impression que nous aussi nous nous retrouvons à poser la question de savoir ce que peuvent inventer ceux qui refusent l'ordre de ce monde comme imaginaire, voire comme mythe, voire comme forme d'identité, tous domaines parfaitement piégés... On le voit bien avec ces campagnes sur les valeurs qui font que si on attend un môme et bien ça y est on forme une « famille » ou bien j'en chie au boulot, le travail c'est central, etc... Et bon tout de même, tous ces trucs font que ça arrive à coller, à agglutiner sévèrement.

Maurizzio : Oui, mais ce qui est étonnant, c'est que c'est une forme de reconstitution des appartenances qui ne devrait pas fonctionner. Le plus difficile, c'est de comprendre pourquoi ça marche...

Laurent : Et le problème c'est que les identités qui serviraient à reterritorialiser des forces antagonistes sont complètement pourries. C'est la classe ouvrière, etc.

Yves : Pour poursuivre sur la question de la recristallisation autour de valeurs qui nous paraissent ici complètement archaïques, moi je trouve qu'il y a pleins de questions intéressantes qui se posent là-dessus. Pour remonter un peu plus haut dans la discussion, est-ce que c'est du noyau dur idéologique du néo-libéralisme dont on parle et qui serait en gros le discours libertarien au USA ou des mecs proches de Madelin, bref le corpus libéral-libertaire saisi dans sa pureté, dont on sait par ailleurs qu'il n'a jamais pris le pouvoir nulle part. Et comment, si ce n'est pas une idéologie qui prend le pouvoir, il y a plutôt des techniques dites de « gouvernance » assez sophistiquées qui s'imposent à travers des lois, des décrets, et qui s'articulent effectivement avec un retour des vieilles valeurs. Par exemple, ce matin à la radio, il était question de la rénovation de la carte scolaire et on entendait Darcos dire : « nous

inventons une liberté nouvelle », il l'a répété 10 fois ! C'est presque le discours à l'état pur tel qu'on l'a analysé ce soir. Je trouve qu'on est dans un moment assez précis et assez nouveau, qui s'exprime aussi bien chez Royal que chez Sarkozy, où l'on voit à la fois apparaître le noyau libéral à l'état pur tout en se mêlant à de vieilles choses et au milieu de tout ça il y a le marketing qui joue un rôle. Or là-dessus, je m'interroge. Je ne suis ni complotiste, ni paranoïaque et je ne crois pas à la duplicité réfléchie. Et donc, comme pour l'humanitaire dont je parlais tout à l'heure, le marketing me semble être l'une des réalités à questionner aujourd'hui. Et notamment ses techniques de gestion en direct de l'état de l'opinion par rapport à tel ou tel sujet, comme sujet atomisé ou segmenté, sans aucune réflexion en amont, en arrière... Non c'est tout de suite : 68% des français sont pour la suppression de la carte scolaire, etc... Tous ces outils sont à mon avis les nouveaux outils de la gouvernementalité. Et est-ce que cet espace nouveau n'est pas ce qui fait le lien entre les référents lourds comme le travail, la famille, la nation et les choses qui mutent très vite dans la société et l'économie ? J'ai l'impression qu'au milieu de tout ça il y a le marketing qui est en train de formater la majeure partie des outils de pouvoir.

Maurizio : Quand Foucault dit que l'homo oeconomicus du néo-libéralisme est éminemment manipulable, il pense à ça. On n'intervient pas sur l'individu, sur le corps en tant que tel, mais on construit un milieu dans lequel l'individu doit répondre à des sollicitations du type de celles du marketing, des sollicitations communicationnelles, législatives, etc. Et Foucault a raison de l'opposer à l'homme libéral qui est celui dont on doit protéger de toute influence extérieure, alors que l'homme néo-libéral est au centre d'un bombardement de forces auxquelles il doit répondre. Et là se mettent en place des mécanismes tels que ceux qu'on a vu fonctionner pendant la campagne.

Laurent : Moi, je crois que ce qui manque dans ce cours de Foucault, c'est précisément cette question des valeurs et c'est pour cela qu'il y a cette complaisance vis-à-vis du néolibéralisme, défini comme cette politique de maximisation du milieu pour produire de la liberté. C'est un souci qu'on a avec toutes ces catégories en chantier à l'époque comme celles du désir, car elles n'ont pas de contenu concret. Et c'est le cas pour la notion de liberté même si à un moment donné Foucault dit bien des choses sur la limitation de cette liberté. Par exemple lorsqu'il dit qu'on met en place l'impôt négatif de telle sorte que les gens soient toujours et encore obligés de travailler... Et dans ce cas, il montre combien ces dispositifs sont conçus pour produire des types bien définis de liberté : la liberté d'aller se salarier par exemple... Du coup, ce pourrait être une explication du virage qu'il va entreprendre par la suite vers la question de l'ascèse et du travail sur soi... Car avec cette notion de liberté un peu trop abstraite, on en vient à se demander comment en fabriquer une qui vaille, contrairement à la non-valeur absolue des valeurs du libéralisme...

Maurizio : C'est précisément la question qu'il faudrait nous poser dans les prochaines séances : à savoir comment on peut décrocher de ce type de dispositifs dans lesquels on est pris, et comment, à partir de la question du rapport à soi, on peut penser une production de liberté au niveau de l'individu ou du collectif. Autrement dit, comment peut-on décrocher des dispositifs de pouvoir et de savoir et produire des valeurs de façon autonome ? En réalité Foucault parle de cette histoire des valeurs. Le capitalisme est un dispositif déterritorialisé qui n'a pas de singularité et qui produit des mécanismes froids. Or il dit, utilisant les libéraux allemands, qu'il faut absolument des valeurs chaudes : ces valeurs chaudes sont celles de la famille, de l'Etat et il faut avoir absolument la capacité de reconstruire la société, la communauté politique, le commun qui sont détruits par le capitalisme. Foucault pose sérieusement la question. Seulement, il n'explique pas effectivement comment se produisent

ces valeurs. Le néo-libéralisme va avec les valeurs, ce n'est pas le pur monde du marché. Si on laisse fonctionner seulement le marché, il va détruire la société. Ça, c'est la thèse des néo-libéraux allemands. Et donc il faut trouver quelque part une façon de faire société. Et ces moyens ne peuvent pas être propres au capitalisme.

Yves : A ceci près qu'avant, c'étaient les entreprises elles-mêmes qui, à travers des stades archaïques, paternalistes se chargeaient à leur petit niveau de gouvernementalité de transférer le même type de valeurs et d'unifier le corps social de l'entreprise. Or cela est à mon avis totalement en train de disparaître. Le management moderne ne joue plus le jeu de s'associer à ce type de valeurs. Ils n'en ont plus rien à foutre. Ils jouent sur des valeurs abstraites qui sont de plus en plus incompréhensibles pour les gens. Alors que l'Etat lui est obligé de jouer encore cette fiction-là...

Maurizio : C'est pour cela que la valeur-travail de Nicolas Sarkozy et de Ségolène Royal a très bien marché.

Catherine : J'ai en effet plutôt l'impression qu'on a totalement changé de mode de gouvernance, qu'on est passé d'une société où il y avait effectivement, au moment des Trente Glorieuses, une valeur-travail qui était à la fois partagée, communautaire, soutenue par un patronat paternaliste capable de prendre en charge l'individu de sa naissance à sa mort avec une distribution et d'habitats et de mutuelles couvrant les frais de sécurité sociale... Bref, un rapport au travail qui était d'une certaine manière beaucoup plus socialisé qu'aujourd'hui. C'était aussi une époque, grosso modo entamée au lendemain de la seconde guerre mondiale, où le travail régulait une valeur de reconstruction, de progrès, d'avancée vers un bien-être... Et aujourd'hui quand cette valeur est réutilisée avec les mêmes mots, les mêmes termes, ce n'est plus du tout le même contenu. Et j'ai l'impression que les gens qui y adhèrent, ce n'est pas du tout avec naïveté vis-à-vis de la façon dont ces valeurs sont revalorisées ou dépoussiérées. C'est effectivement en opposition avec une mise en évidence et une exploitation d'une insécurité réelle. D'un côté, se pose la question de ce qu'il y aurait d'autre à vivre aujourd'hui qu'une forme de sécurisation des vies, des individus, de leurs enfants et de leurs familles en dehors du fait de se raccrocher aux moyens de subsistance et de sécurité dans le travail. De l'autre côté, il y a une précarité de plus en plus grande qui est réelle, et tout ce qui peut se construire, se créer comme parcours autonomisé de reconquête de la vie avec une valeur qui serait positive et ancrée sur le fait de ne plus être soumis à cette valeur-travail, et bien ce n'est pas effectif. On voit des rmistes dans la merde, des gens passant d'un contrat précaire à un autre sans un centime dans la poche et c'est ça qui est visible. Et je pense que la valeur-travail est positivée par rapport à cette peur là. De même que lorsqu'on évoque le plein-emploi, ni ceux qui le brandissent, ni ceux qui y adhèrent, ne le pensent plus comme il était pensé il y a cinquante ans, ils ne sont pas dupes du contenu, mais sont effectivement face à des choix qui n'en sont pas et en tout cas face à des oppositions qui n'apportent pas de perspectives...